

*L'ajournement*

Le député sait que le ministre des Transports se réjouit avec le gouvernement de Terre-Neuve de la nomination d'une commission chargée d'étudier une série de problèmes se rattachant aux transports dans sa province d'origine.

La question d'aide fédérale pour les routes principales dans les provinces atlantiques a été discutée, entre autres choses, quand le ministre a rencontré les premiers ministres des Maritimes et le ministre des transports de Terre-Neuve il y a quelques semaines, le 7 février. Comme le ministre l'a dit à la Chambre le 21 février, on était d'accord en principe avec l'idée générale de consacrer certaines sommes qui autrement auraient été dépensées dans la région atlantique pour certains programmes—et on a reconnu que ces sommes ne servaient pas à leurs fins initiales de promouvoir le développement—à des questions comme un programme de renforcement des routes.

Comme le faisait aussi remarquer le ministre, on élaborera en détail au cours des prochaines semaines, les activités et programmes prévus en vertu de cet accord de principe. Nous espérons qu'une annonce sera faite sous peu.

En terminant, j'aimerais rappeler au député de Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe (M. Marshall) que la question qu'il soulève ce soir au sujet de l'amélioration des routes est étroitement liée à la nature des services ferroviaires qui seront offerts, de même qu'au genre de services maritimes qui seront disponibles à l'avenir.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—CUBA—L'OPPORTUNITÉ D'UNE  
RUPTURE DES RELATIONS EN RAISON DE L'APPUI CUBAIN AUX  
GUÉRILLEROS DE RHODÉSIE

**M. Benno Friesen (Surrey-White Rock):** Monsieur l'Orateur, je posais la question suivante au premier ministre (M. Trudeau) le 9 février, comme en fait foi la page 2873 du hansard:

Étant donné que dans ce pays des missionnaires ont été massacrés par les guérilleros et que les tueries et les attaques se poursuivent dans les missions, le premier ministre peut-il dire s'il envisage de rompre les relations avec Cuba et de suspendre l'aide financière et matérielle généreuse accordée par le Canada à ce pays?

J'ai été choqué de la vergogne insensible et impitoyable de la réponse du premier ministre:

Non, monsieur l'Orateur. C'est un coq-à-l'âne. Autant demander si pour aider, nous allons grossir la délégation canadienne au Vatican.

Cette question ne m'est pas venue du ciel. Elle surgit de l'évidente contradiction qui caractérise la politique étrangère du gouvernement actuel.

Le 2 février 1976, le député de South Shore (M. Crouse) avait adressé la question suivante au secrétaire d'État aux Affaires extérieures de l'époque, comme en fait foi le hansard à la page 10520:

Deux avions cubains se rendant en Angola avec des troupes cubaines ayant fait escale au Canada pour s'approvisionner en carburant, le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il a pris des mesures pour faire connaître à Fidel Castro le mécontentement du Canada à ce sujet, et s'il envisage de prendre des moyens pour éviter que cela ne se reproduise, afin que le Canada ne soit pas directement mêlé à ce conflit?

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures de l'époque avait fait la réponse suivante:

... nous avons clairement indiqué aux autorités cubaines que nous nous réservons le droit d'inspecter ces vols irréguliers à l'avenir. Nous avons aussi clairement indiqué que nous ne tolérerions...

J'insiste sur les mots «nous ne tolérerions». Je poursuis la citation:

[M. Roy (Laval).]

... aucun recours aux installations canadiennes pour des fins militaires, si cela devait être le cas.

Le même jour, le député d'Esquimalt-Saanich (M. Munro) a posé la question suivante qu'on retrouve à la page 10518 du hansard:

Le ministre pourrait-il nous assurer que le Canada a pris des dispositions pour interdire aux avions cubains de faire le plein à Gander, au moins jusqu'à ce que Cuba rapatrie ses troupes de l'Angola? Après tout, la Guyane et les Barbades ont refusé de donner cette permission à Cuba; pourquoi pas le Canada?

Le lendemain, le 3 février 1976, l'ancien chef de l'opposition l'honorable député de Halifax (M. Stanfield) a rappelé au premier ministre qu'étant donné la crise angolaise, il eût été tout à fait normal que le premier ministre reporte sa visite à Cuba. Voici ses propos qui figurent à la page 10569 du hansard:

Étant donné que le Canada et le gouvernement du premier ministre désapprouvent l'aventurisme international que pratique Cuba en Angola, pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas saisi cette occasion pour signifier cette désapprobation à Cuba et au monde en remettant sa visite à Cuba pour le moment?

Il dit encore, comme le rapporte le hansard à la page 10570:

Malgré ce qu'a dit le secrétaire d'État aux Affaires extérieures après la visite du premier ministre, de façon générale on pense à l'étranger que ce fut une excellente chose pour Fidel Castro. Et pour le Canada?

Puis le député de Victoria (M. McKinnon) posa la question suivante:

Le ministre peut-il nous dire si des avions des pays du pacte de Varsovie ont utilisé l'aéroport de Goose Bay récemment comme escale de relais ou de ravitaillement entre Cuba et des pays de l'Europe de l'Est ou d'Afrique?

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures répondit en ces termes:

... mais je crois que deux vols réguliers à destination de Cuba ont fait escale à Goose Bay au cours des derniers mois.

Le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker) a alors posé au premier ministre des questions au sujet de ses conversations avec Fidel Castro. Il a demandé, comme on peut le lire à la page 10572 du hansard:

Qu'a-t-il dit à propos de l'Angola? ... Qu'a-t-il dit? Au lieu d'éviter le sujet, qu'il le dise à la Chambre, même s'il lui faut être brutal.

Le premier ministre a notamment répondu ceci:

Fidel Castro m'a exposé ses vues. J'ai l'impression qu'il connaît bien l'Afrique et la réalité africaine.

C'était il y a un an. Depuis lors, David Bufkin, un Américain qui fut recruté par les Cubains au Mexique et entraîné à Montréal et qui retourna en Rhodésie comme agent double, nous a fait des révélations surprenantes. C'est comme si les autorités cubaines avaient admis ouvertement qu'elles utilisaient les locaux de Montréal pour entraîner des guérilleros, en territoire canadien. Cela vise à servir la cause de la révolution à Cuba. Voici la question que je veux poser encore une fois au premier ministre: que faisons-nous à l'égard de nos relations avec Cuba compte tenu de l'aide financière que nous continuons à lui apporter, des tarifs préférentiels dans nos échanges avec ce pays et des prêts à 3 p. 100? Il est temps d'appeler les choses par leur nom. Si Cuba a besoin de notre aide financière, donnons-la-lui par n'importe quel moyen. Cependant, compte tenu de ce qu'on fait les Cubains sous la direction de Fidel Castro, si leur économie est assez bonne pour leur permettre d'exporter le produit le plus haineux et le plus répréhensible qu'on puisse imaginer, c'est-à-dire l'art de la révolution et de la guérilla, il est temps de réviser notre position à l'égard de Cuba.